

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Octobre 2015

Note d'actualité 35

EUROPE-TURQUIE | POUR UN PARTENARIAT GÉOPOLITIQUE PLUTÔT QUE L'INTÉGRATION



Pour l'Europe, la Turquie recouvre des enjeux qui dépassent la seule crise migratoire, et la gravité de la situation géopolitique de ce pays appelle une attention soutenue. Si la tentation autocratique d'Erdogan hypothèque l'avenir du pays et inquiète à juste titre, Bruxelles et les capitales européennes n'ont pas d'autre choix que de remettre les choses à plat. Plutôt que de relancer un processus d'intégration à l'Union européenne qui n'est pas souhaitable, ils doivent négocier un vrai partenariat géopolitique avec la Turquie.

« L'espoir des Européens, désormais, c'est Erdogan [...]. Nous devons prier chaque dimanche pour la maison d'Erdogan. »

Viktor Orban, 2 octobre 2015

A quelques jours de nouvelles élections législatives, le 1^{er} novembre 2015, la Turquie concentre toutes les attentions. Ce pays est situé sur la ligne de front des différentes guerres qui se superposent sur le théâtre syro-irakien, et menacent le Moyen-Orient d'éclatement. Depuis les rives méridionales de la mer Noire, la Turquie fait également face à la Russie. Pourtant, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne sont surtout soucieux de trouver des solutions à la grave crise migratoire qui bouscule l'Europe. A ces fins, ils voudraient faire de la Turquie la gardienne des frontières sud-est du continent et lui déléguer le contrôle des flux de populations. Les enjeux sont bien plus larges et, sans aucun doute, l'indispensable coopération turco-européenne requiert de la diplomatie et du tact. Il reste que la persistance des « ambiguïtés constructives », quant à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, se révèle contre-productive. Après des années d'atermoiements et de faux-semblants, la politique turque de l'Union européenne doit être refondée.

| La Turquie d'Erdogan : entre autocratie et islamo-nationalisme

Dans les discussions entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, sous pression en raison de l'urgence migratoire et de ses effets sur les opinions publiques, Recep T. Erdogan, l'autoritarisme qu'il incarne et le devenir de la Turquie, occupent une place centrale. Au cours de la décennie qui précède, l'ascension vers les sommets du pouvoir de l'actuel président turc avait été présentée comme la réponse à l'épuisement du vieux modèle kémaliste, discrédité par l'impéritie et la corruption de la classe dirigeante aux commandes depuis des décennies. Au vrai, le régime politique turc, prétendument « laïc » – le Palais domine la Mosquée, ce qui n'est pas une séparation du politique et du religieux –, n'était déjà plus celui fondé par Mustafa Kemal Atatürk, après la disparition de l'Empire ottoman. Au début de la Guerre froide, l'alliance de la Turquie avec l'« Ouest », l'accès au plan Marshall (1947), et son entrée dans l'OTAN (1952), ont entraîné la fin du régime de parti unique et une certaine libéralisation politique. En 1950, la victoire électorale du Parti Démocrate sur les kémalistes du CHP (Parti Républicain du Peuple) et les réformes mise en œuvre par Adnan Menderes, premier ministre entre 1950 et 1960, ont ouvert un espace pour l'Islam politique, incarné par Necmettin Erbakan, fondateur de multiples partis islamistes et mentor d'Erdogan. Certes, les militaires turcs, soutenus par l'Établissement kémaliste (les « Turcs blancs »), sont intervenus plusieurs fois dans la vie politique (voir les coups d'État de 1960, 1971, 1980, et le « coup d'État post-moderne » de 1997), mais ils ont aussi promu une

« synthèse turco-islamique » qui préfigurait l'islamo-nationalisme d'Erdogan. En somme, si l'accès au pouvoir de ce dernier constitue un tournant dans l'histoire politique de la Turquie, il n'en est pas tout à fait de même sur le plan idéologique. Pour mémoire, il conviendra de se reporter à l'eurasisme, mâtiné de panislamisme, de Turgut Özal, celui-là même qui, Premier ministre de 1983 à 1989 puis président de la République de 1989 à 1993, avait assuré la transition politique après une période de gouvernement des militaires.

Lorsqu'Erdogan et le Parti de la Justice et du Développement (AKP), la formation néo-islamiste constituée dans les remous qui ont suivi le « coup d'État post-moderne », gagnent les élections législatives de novembre 2002, l'événement est présenté comme salvateur. D'aucuns affirment que l'AKP est l'équivalent musulman de la démocratie chrétienne. Il est vrai qu'Erdogan manie un discours pro-européen. Lui et ses proches instrumentalisent la candidature d'Ankara à l'Union européenne, afin de ramener les militaires turcs dans leurs casernes. Sous la direction d'Erdogan, Premier ministre entre 2003 et 2014, la Turquie connaît ses « dix glorieuses ». Dans un premier temps, des réformes en faveur de la liberté d'expression et de la séparation des pouvoirs sont prises. Aussi et surtout, la libéralisation économique amorcée par Kemal Dervis, ministre des Finances du gouvernement précédent, produit tous ses effets. La croissance économique permet l'émergence d'une classe moyenne turque qui combine consommation de masse et référents islamiques. Au rythme des victoires électorales, l'AKP devient un parti hégémonique, et Erdogan révèle toute son ambition. Élu à la présidence de la République en août 2014, il entend conduire une réforme constitutionnelle sur mesure et s'assurer le pouvoir jusqu'en 2023, date anniversaire de la fondation de la République turque (1923). « Agenda caché », comme on le redoutait dès 2002, ou simple dérive personnelle ? Pour bien des orientalistes, la Turquie n'est pas la proie d'un islamisme de type moyen-oriental : l'islamo-nationalisme de l'AKP est de facture anatolienne. En revanche, la tentation autocratique hypothèque l'avenir d'un pays dans lequel le régime constitutionnel-pluraliste n'est pas encore véritablement enraciné. Depuis la demi-victoire d'Erdogan aux législatives de juin 2015 – Erdogan n'a pu obtenir la majorité requise pour modifier la constitution –, la pression du pouvoir s'accroît et la Turquie s'enfonce dans une grave crise politique.

| Les enjeux géopolitiques euro-turcs

Les graves attentats terroristes qui ont frappé la Turquie (Suruç, le 20 juillet 2015 ; Ankara, le 10 octobre 2015), la présence de cellules actives de l'État islamique sur son sol, la « question kurde » et la lutte contre le PKK, sur fond de guerre en Syrie et de bascule du Moyen-Orient dans le chaos, montrent combien la crise politique turque et le contexte régional sont imbriqués.

Pourtant, faire du « néo-ottomanisme » d'Erdogan l'une des principales causes de la situation géopolitique actuelle, comme on peut le lire, est une erreur, voire un mensonge. Le « néo-ottomanisme » d'Ahmet Davutoğlu, hier conseiller diplomatique d'Erdogan puis ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui chef du gouvernement, était moins un projet politique précis et affirmé qu'une « superstructure » idéologique, destinée à donner sens et cohérence à la politique

turque dans son environnement géopolitique. L'idée directrice consistait à accompagner la percée commerciale des exportateurs anatoliens et du BTP turc dans le Grand Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord au Golfe et à l'Asie centrale, et de manœuvrer dans les espaces intercalaires du *statu quo* régional, en exploitant également les ressentiments contre l'Occident, sans prétendre bouleverser la donne géopolitique. Il est vrai que la crise diplomatique turque avec Israël, en 2009, et ses conséquences dans les opinions publiques arabes, ont accentué un certain nombre de penchants mégalomaniques. Par la suite, le Printemps arabe a bien suscité le bref espoir de voir la Turquie prendre la direction générale du Moyen-Orient arabe, désormais gouverné par des hommes issus de la confrérie des Frères musulmans, mais l'événement sonnait en fait le glas des ambitions dites néo-ottomanes.

A cet égard, le cas de la Syrie est flagrant : l'étroit partenariat entre Ankara et Damas, base d'un marché commun islamique, n'a pas résisté pas aux manifestations de mars 2011, sauvagement réprimées. En août, Erdogan, après avoir proposé son intermédiation et appelé son « frère » à conduire des réformes politiques, a rompu avec Bachar Al-Assad. Dès lors, le premier ministre turc se met dans le sillage des puissances occidentales, occupées à préparer l'après-Assad, afin de ne pas réitérer les erreurs commises en Irak. Non sans raison, on reproche aujourd'hui à Ankara ses jeux dangereux avec différents groupes islamistes armés, l'ambivalence de la « guerre synchronisée » contre le PKK et l'« Etat islamique », après de coupables complaisances envers ce dernier, et l'obsession antikurde de la Turquie. Si fait.

Dans la foulée, de bons esprits suggèrent de rompre purement et simplement avec Ankara. La recommandation appelle deux remarques. D'une part, les Occidentaux se doivent de prendre en compte les intérêts et préoccupations de leur allié régional, et les effets de la guerre en Syrie (flux de réfugiés et rupture des équilibres ethniques dans l'Est anatolien), ou ceux de la « question kurde » sur l'intégrité territoriale turque, ne sont pas des fantasmes. D'autre part, une alliance est aussi un moyen de contrôle, et il serait dangereux de laisser filer la Turquie. En effet, les intérêts en jeu sont de première importance, bien au-delà du contrôle des flux de migrants. La Turquie est un pont énergétique avec la Caspienne et le « corridor méridional » contribuera à la sécurité énergétique de l'Europe. Comparable à un « balcon nord » qui surplombe la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient, ce pays est aussi riverain de la mer Noire. Il fait face à la Russie qui veut faire de la Crimée une plate-forme géostratégique pour projeter forces et puissance dans le bassin pontico-méditerranéen (voir l'engagement militaire en Syrie). Assurément, une éventuelle « faillite » de l'Etat turc (au sens de « *Failed State* »), serait une catastrophe géopolitique.

| Sortir des « ambiguïtés constructives »

Pour toutes ces raisons, le soutien à la Turquie ne doit pas être compté. Sur le plan militaire, cela se joue dans le cadre des relations transatlantiques, et l'Administration américaine, si elle le veut vraiment, aura la possibilité d'obtenir des contreparties stratégiques au déploiement de systèmes d'armes (les « Patriots »), ainsi qu'à la réaffirmation des garanties de sécurité (l'article 5 de l'OTAN). Sur le plan civil et sécuritaire, beaucoup de choses se joueront dans le cadre de l'Union

européenne. Bruxelles et les capitales des États membres ont, elles aussi, les moyens de négocier des coopérations renforcées en matière de contrôle des flux migratoires, de sécurité des frontières et de garantie des approvisionnements énergétiques. Les diverses aides financières, la plus grande intégration au marché européen, et une politique ciblée des visas sont autant de monnaies d'échange dans la relation avec Ankara.

Pourtant, relancer le processus d'adhésion de la Turquie, faussement ou sincèrement, serait une grave erreur. Avant même que cette adhésion ne produise ses effets déstabilisateurs au sein de l'Union européenne, un *Commonwealth* dont les équilibres sont fragiles, le processus provoquerait de puissantes réactions dans les opinions publiques et mettrait à bas les « ambiguïtés constructives » dont la diplomatie, jouant au plus fin, argue volontiers. Entre le dangereux scénario de la rupture et l'impossible adhésion pleine et entière, la tierce voie d'un partenariat géopolitique, fondé sur des intérêts mutuels, s'impose à l'esprit (un « partenariat stratégique », similaire à ceux signés par Bruxelles avec d'autres acteurs, serait insuffisant). Un préalable s'impose : dire enfin la vérité et sortir du « tout ou rien ».



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est docteur en géopolitique, professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), il est officier de réserve de la Marine nationale, rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.